

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, DES PÊCHES
ET DES INDUSTRIES ANIMALES

CAISSE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE
POUR NORD (CDEN)

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES
MARCHÉS PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF LIVESTOCK, FISHERIES
AND ANIMAL INDUSTRIES

LIVESTOCK DEVELOPMENT FUND
FOR THE NORTH (CDEN)

INTERNAL TENDER'S BOARD

AVIS DE LA DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 001/DC/MINEPIA/CDEN/CIPM/2026 DU 12 AOÛT 2026 RELATIF A L'ACQUISITION DES
RUCHES AU PROFIT DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS

FINANCEMENT : BUDGET AUTONOME DE LA CDEN, EXERCICE 2026
IMPUTATION BUDGETAIRE : 24419

1- Objet

Dans le cadre de mise en œuvre des activités de la Caisse de Développement de l'Élevage pour le Nord (CDEN), exercice 2026, le Directeur Administratif de la CDEN, Maître d'Ouvrage (MO), lance en procédure d'urgence une consultation relative à l'acquisition des ruches au profit des organisations de producteurs.

2- Consistance des prestations

La fourniture, objet de la présente demande de cotation comprend :

- Ruche kenyanne à 20 barrettes en bois dur (Iroko jaune)
- Supports de ruches en fer de 10
- Combinaison pour apiculteur
- Enfumoir en Inox avec grille de protection
- Paire de gang apicole
- Paire de bottes
- Charme abeille (tubes)

Les spécifications techniques desdites prestations sont détaillées dans le Descriptif de la fourniture.

3. Participation et Origine

La participation à la présente demande de cotation est ouverte aux Entreprises de droit camerounais en règle dans l'Administration camerounaise et ayant des qualités techniques et financières pour la réalisation des prestations, objet de la présente demande de cotation.

4. Financement

Les prestations, objet de la présente demande de cotation, sont financées par le Budget autonome de la CDEN, exercice 2026, sur l'imputation budgétaire : 24419

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est en ligne.

6. Consultation du dossier de Demande de Cotation.

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction Administrative de la Caisse de Développement de l'Elevage pour le Nord (CDEN), dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Le dossier de Demande de Cotation peut être obtenu à la Direction Administrative de la Caisse de Développement de l'Elevage pour le Nord dès publication du présent avis de consultation, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme de trente mille (30 000) FCFA non remboursable représentant les frais d'achat de la demande de cotation payable auprès de la BICEC CAS_ARMP N°97568660001-28-14.

7. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de vingt millions (20 000 000) Francs CFA.

8. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré et le récépissé de consignations délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC), acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DDC dont le montant s'élève à quatre cent mille (400 000) Francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Consultation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de la demande de cotation.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

9. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 04 SEPT 2026 à 14 h 00 limite. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible <<copie de sauvegarde>>, en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre de soumissionnaire sont les suivantes :

- 5MO pour l'offre Administrative ;
- 15 MO pour l'offre Technique ;
- 5 MO pour l'offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Formats PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille de fichiers à transmettre.

10. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 10 4 SEPT 2026 à 15 heures par la Commission.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de demande de cotation.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

12. Principaux critères d'évaluation

L'évaluation, à deux volets, sera basée sur les principaux critères suivants :

13-1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire. Il s'agit notamment :

Il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
 - De l'absence du récépissé de consignations délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC) ;
- de la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect d'au moins 70% de critères essentiels sur 100 ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années
- de l'absence de la lettre de soumission.
- de l'absence de la charte d'intégrité
- de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental

13-2-Critères essentiels

I.	Présentation générale de l'offre	Oui	Non
II.	Références de l'entreprise dans le domaine des prestations similaires ;	Oui	Non
III.	Service après-vente	Oui	Non
IV.	Capacité financière ;	Oui	Non
V.	Caractéristiques techniques (conformité) du matériel informatique proposé	Oui	Non
VI.	Délai de livraison	Oui	Non
VII.	Preuves d'acceptation des conditions de la lettre commande CCAP et DF (DF et CCAP paraphés, signés datés et cachetés à la dernière page avec la mention "Lu et Approuvé") ;	Oui	Non

14. Délai de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de la prestation, objet de la présente demande de cotation, est - de soixante (60) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15. Allotissement :

La prestation ne fait pas l'objet d'un allotissement.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre -commande issue de la présente demande de cotation au soumissionnaire dont l'offre, qualifiée techniquement, aura été évaluée la moins-disante après vérifications de ses prix et jugée substantiellement conforme au Dossier de la demande de cotation.

17. Durée de validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables auprès de la Direction Administrative de la Caisse de Développement de l'Elevage pour le Nord à Garoua, Tel : 222 27 21 34/222 27 21 15, BP 936 Garoua.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 242 27 27 39 ou le MO au numéro : 222 27 21 34/ 222 27 21 15.

Garoua, le 12 AOÛT 2026
Le Directeur Administratif
(Maître d'Ouvrage)

Ampliations :

- MINEP/ YDE
- GOUV/NO (ATCR)
- DEMAP/Nord
- ARMP (pour publication et archivage)
- CIPM/CDEN
- Affichage (pour information)
- Archives/chrone.



Hamidou Saidou
Inspecteur Principal des Régies Financières
(Trésor)

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, DES PÊCHES
ET DES INDUSTRIES ANIMALES

CAISSE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE
POUR LE NORD (CDEN)

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES
MARCHÉS PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF LIVESTOCK, FISHERIES
AND ANIMAL INDUSTRIES

LIVESTOCK DEVELOPMENT FUND
FOR THE NORTH (CDEN)

INTERNAL TENDER'S BOARD

NOTICE OF CONSULTATION IN EMERGENCY PROCEDURE

N° 001 /DC/MINEPIA/CDEN/CIPM/2026 OF 12 AOUT 2026 FOR THE ACQUISITION OF
BEEHIVES FOR THE BENEFIT OF PRODUCER ORGANIZATIONS

FUNDING: AUTONOMOUS BUDGET OF THE CDEN, YEAR 2026.

BUDGET ALLOCATION : 24419

1. Object.

As part of implementation of CDEN activities of the Livestock Development Fund for the North (CDEN), the Administrative Director of the CDEN, owner, launching in emergency procedure a request for proposal for the acquisition of beehives for the benefit of producer organizations.

2. Consistency of benefits.

The supply, subject of this quotation request, includes:

- Kenyan hive with 20 hardwood bars (yellowIroko)
- Iron hive support of 10
- Beekeeper suit
- Stainless steel smoker with protective grid
- Pair of beekeeping gang
- Pair of boots
- Bee charm (tubes)

The technical specifications of the services are detailed in the description of the supply included in this request for quotation.

3. Participation and origin.

Participation in this request for quotation is open to businesses of Cameroonian law generally in the Cameroonian Administration and having technical and financial qualifications for performing the services, object of the present request of rating.

4. Funding.

The services, object of the present request for quotation, are financed by the autonomous Budget of the CDEN year 2026, on the budgetary allocation line: 24419

5- Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is online.

6- Consultation of the request for quotation.

The folder can be accessed during working hours in the Executive Office of the Livestock Development Fund for the North (CDEN), upon publication of this notice. It can also be consulted online on the Coleps platform at the <http://www.markets.addresses.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

7- Acquisition of the request for quotation.

The file can be obtained at the Administrative Department of the Livestock Development Fund for the North as soon as this invitation to tender is published, on presentation of a receipt for the payment of a sum non-refundable thirty thousand (30,000) Francs CFA to the BICEC CAS-ARMP No. 97568660001-28.

8- Estimated cost

The estimated cost of the operations at the end of the preliminary studies is 20,000,000 (twenty) million Francs CFA.

9-Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a deposit of stamped submission and receipt of consignments issued by the CDEC, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of *four hundred thousand (400,000) CFA Francs* and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorized by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10-Submission of the offers.

The offer must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **04 SEPT 2026** 12 am deadline. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with a clear and legible indication : "backup copy" in addition to the above mention within the allotted time frame.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents which will pass through the bidder's offer are as follows :

- 5MB for the administrative offer ;
- 15 MB for the technical offer ;
- 5 MB for the financial offer.

The accepted formats are as follows :

- PDF formats for text documents ;
- JPEG for images.

The candidates will take care to use compression software in order to possibly reduce the size of files to be transmitted.

11- Opening of the bids.

The opening of the bids will be only one time. The opening of administrative documents, offers technical and financial offers will be performed the **04 SEPT 2026** at 3 p.m, local time.

Only bidders can attend this opening meeting or be represented by a person of their choice duly authorized.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent

administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

12- Admissibility of the offers.

On pain of dismissal, the required administrative documents must be produced in originals or certified copies by the service issuer or competent administrative authority. They should date of less than three (03) months or have been established subsequent to the date of signature of the notice of application for listing.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13- Main evaluation criteria: assessment, two-pronged.

It will be based on the following main criteria:

13-1. Playoff criteria.

Playoff criteria set the minimum requirements. Failure to comply with these criteria led the rejection of the offer of the bidder.

This includes:

- Absence of bid bond at the opening of bids;
 - Absence of CDEC receipt
- Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with 70% of essential criteria
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE);
- Absence of integrity charter dated and signed
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social Clauses.

13.2.- Essential criteria.

The technical evaluation will be done by rating based on the essential criteria grouped by headings as follows:

I.	General presentation of the offers	Yes	No
II.	References to the company in the field of similar services;	Yes	No
III.	After-sales service	Yes	No
IV.	Financial capacity;	Yes	No

V.	Technical characteristics (conformity) of the proposed computer hardware	Yes	No
VI.	Delivery time	Yes	No
VII.	Evidence of consent to administrative and technical clauses, (CCSI and DS initialed on each page, signed last and dated) with mention "read and approved".	Yes	No

14- Time of delivery.

The maximum period provided by the employer for the performance of the purpose of this request for quotation service is sixty (60) days from the date of notification of the order of service to start the services.

15- Allotment:

Delivery is not the subject of an allotment.

16- Award of the contract.

The owner will assign the market to the bidder whose offer has been recognized in substantial compliance to the tender file and which has the technical and financial capacity required to perform the contract satisfactorily and which the offer was evaluated lowest including as appropriate the proposed discount.

17- Period of validity of the offers.

Bidders remain committed by their offer for ninety (90) days from the date of deadline for submission of bids.

18. Additional Information

Additional technical information can be obtained daily at working hours from the Administrative Department of the Livestock Development Fund for the North Garoua, P.O BOX 936 Garoua, Tel: 222 27 21 34/222 27 21 15, upon publication of this notice.

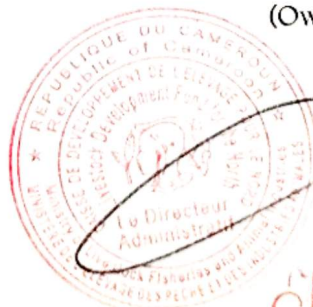
19. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP at 242 27 27 39 or the PO at 222 27 21 34/222 27 21 15.

Garoua, at 12 AOÛT 2026
The Administrative Director
(Owner)

Ampliations :

1. MINEPIA/YDE ;
2. GOUV/NO (ATCR) ;
3. DEMAP/NO ;
4. ARMP ;
5. CIPM/CDEN ;
6. Affichage ;
7. Archives/chrono



Hamidou Taidou
Inspecteur Principal des Régies Financières
(Trésor)